

# Votations du 18 juin: La droite genevoise part en guerre contre les hausses d'impôts

*Emilien Ghidoni*

5–6 minutes

---

**Les milieux économiques ne veulent pas d'une augmentation de l'impôt sur la fortune. Et pas davantage de l'initiative «1000 emplois».**



Publié aujourd'hui à 18h10



La conseillère d'État Nathalie Fontanet était présente aux côtés des représentants de la CCIG et de la FER Genève.

## LAURENT GUIRAUD

Le patronat passe à l'offensive contre deux initiatives de gauche, sur lesquelles les Genevois se prononceront le 18 juin. Principale cible dans sa ligne de mire: l'initiative 185 «Pour une contribution temporaire de solidarité sur les grandes fortunes». Celle-ci vise à augmenter l'impôt sur la fortune de 0,5%, le faisant passer de 1% à 1,5% au maximum, pendant dix ans. Selon la droite, cette mesure injuste fera fuir les plus fortunés hors du canton, occasionnant une perte de revenus intolérable.

«Genève est la lanterne rouge de la Suisse en matière fiscale, souligne Vincent Subilia, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Genève (CCIG). Si nous procédons à une hausse de cet impôt déjà très lourd, il y a fort à parier que les gros contribuables quitteront le canton. C'est un risque que Genève ne peut pas prendre.» À ses yeux, les initiatives fiscales précédentes envoient déjà un mauvais signal aux grandes fortunes habitant au bout du lac.

### Initiative trompeuse

Pour appuyer son propos, Vincent Subilia prend l'exemple de la Norvège. Le pays scandinave subit une fuite de ses plus gros contribuables depuis que son gouvernement a augmenté l'impôt sur la fortune de 0,1%. «Avec une hausse cinq fois supérieure à celle de la Norvège, qu'arrivera-t-il à Genève?» interroge le patron de la CCIG. Et d'observer par ailleurs qu'environ 300 personnes rapportent 551 millions de francs au canton en payant leur impôt sur la fortune. «Rien qu'avec le départ de ces quelques habitants, l'État aura de la peine à maintenir certaines

de ses prestations.»

En plus de cette hausse d'impôts, l'initiative 185 prévoit de modifier le bouclier fiscal, un mécanisme permettant de ne pas taxer plus de 60% du revenu d'un contribuable. Elle va aussi permettre de baisser le nombre de personnes assujetties à l'impôt sur la fortune. Ces deux mesures seraient pérennes, contrairement à la hausse de l'impôt sur la fortune.

«On a eu une hausse de la précarité, mais les recettes fiscales de ces dernières années ont été suffisantes pour y faire face.»

Nathalie Fontanet, conseillère d'État

«Le titre de cette initiative, qui promet une hausse temporaire, est trompeur, s'insurge Stéphane Tanner, expert fiscal à la Fédération des entreprises romandes (FER) Genève. De plus, avec un affaiblissement du bouclier fiscal, on risque de revenir à une imposition confiscatoire, ce qui est interdit par la Confédération.» Si cette loi venait à être mise en œuvre, l'imposition de certaines entreprises pourrait même faire l'objet d'un recours.

Nathalie Fontanet défend aussi le «non» à ce projet de loi. Selon la conseillère d'État, l'initiative lancée durant la pandémie n'est plus en phase avec la réalité. «Cette proposition a été pensée en temps de crise Covid, pour permettre à l'État de faire face à une hausse de la pauvreté grâce à plus de moyens financiers. Ça n'a pas été nécessaire. On a eu une hausse de la précarité, mais les recettes fiscales de ces dernières années ont été suffisantes pour y faire face», assure-t-elle.

## **Contre les mille emplois**

La CCIG et la FER Genève s'en prennent aussi à l'initiative 181,

dite «1000 emplois». Lancée par les syndicats, elle vise à créer plusieurs centaines de nouveaux postes chaque année, en fonction du taux de chômage. Par exemple, si ce dernier atteint 5%, un millier d'emplois seront créés par l'État. Ils devront servir à lutter contre le changement climatique et à renforcer la cohésion sociale.

Aux yeux de la droite, c'est une mesure inutile. «Ça ne réglerait pas le problème du chômage. À Genève, il existe à peu près 400'000 emplois pour 236'000 actifs. Les gens manquent de formations adéquates, pas de postes», déclare Stéphanie Ruegsegger, directrice du département politique de la FER.

«Genève doit développer son attractivité plutôt que se tourner vers une économie planifiée.»

Nathalie Hardyn, directrice du département politique de la CCIG

Selon Nathalie Hardyn, son homologue à la CCIG, la création de plusieurs milliers de postes en quelques années risque de vider les caisses de l'État. «À supposer que le taux de chômage soit fixe, à 5%, on créerait 10'000 postes en dix ans. Cela représente environ 6 milliards de charges supplémentaires pour le canton!» avertit-elle. La responsable relève que dans les années à venir, Genève fera face à un vieillissement démographique. «Dans ce contexte, on ne peut pas se permettre de telles dépenses. Genève doit développer son attractivité plutôt que se tourner vers une économie planifiée.»

**Emilien Ghidoni** est journaliste stagiaire à la Tribune de Genève depuis août 2022. Il couvre en particulier la commune de Vernier. Il est titulaire d'un Master en journalisme et d'un Bachelor en relations internationales.